

ARTICLE DE FOND

## La résilience : un élément du développement durable

Variabilité croissante du climat, disparition d'espèces, diminution de la fertilité des sols, perte d'emplois dans le sillage de la globalisation, etc. : nous sommes toujours plus souvent confrontés à des changements drastiques et non voulus. Des systèmes socio-écologiques résilients permettent d'atténuer l'impact de ces chocs et de s'y adapter alors que dans les systèmes vulnérables, la moindre fluctuation peut avoir des effets catastrophiques et mettre en péril les conditions-mêmes de subsistance.

Le concept de la résilience (capacité de résister aux chocs) part de l'idée que les systèmes sociaux et écologiques sont interactifs, interdépendants et dynamiques. Il s'attache aux questions suivantes : a) comment ces systèmes peuvent-ils maîtriser les changements, abrupts ou graduels, et atteindre à nouveau un état souhaitable ? b) dans quelle mesure sont-ils capables de s'auto-organiser ? c) peuvent-ils apprendre et s'adapter ? Un rôle important revient ici à la diversité, aux plans économique, social et écologique.

Le concept de résilience place la société et le management devant des défis inhabituels et donc difficiles à relever. Il nécessite par exemple la mise en place de nouvelles structures institutionnelles qui correspondent à des processus tant écologiques que sociaux, et qui recouvrent en les reliant différents espaces temporels et spatiaux.

Jusqu'ici, le concept de résilience a été étudié surtout par des chercheurs en sciences sociales. Mais dans le courant des dernières années, l'idée a fait son chemin qu'il pouvait apporter une importante contribution au développement durable. Dans la dernière édition de « UPDATE » de l'« International Human Dimension Programme », le concept est explicité à l'aide d'exemples concrets, après une introduction théorique. Dans son article, M. Bollig montre comment deux sociétés de bergers en Afrique, différentes de par la diversification de leurs activités économiques, de par leur ordre social et leurs condi-

tions écologiques, ont dégagé au fil du temps des capacités distinctes d'adaptation aux changements et de poursuite de leur développement.

Pour concrétiser ce concept théorique plus spécifiquement dans le contexte du développement durable, il faut étudier la question de savoir comment augmenter la résilience d'un système socio-écologique pour le rendre plus apte à s'adapter aux changements, mieux encore, à en profiter pour se développer plus durablement. Dans ses bulletins d'information, la Task Force internationale « Livelihoods and Climate Change » présente des projets réussis ; grâce à diverses améliorations, notamment dans le domaine de la gestion des eaux, des exploitations agricoles et de l'organisation sociale, le programme PASOLAC (Programa para la Agricultura Sostenible en

*La production du maïs combinée avec les mesures pour la conservation des sols augmente la résilience d'un système agricole au Salvador (PASOLAC).*



## Table des matières

Article de fond	
<b>La résilience : un élément du développement durable</b>	<b>1</b>
D'intérêt courant	
<i>Politique</i>	
<b>Convention africaine sur les ressources naturelles, l'environnement et le développement</b>	<b>3</b>
<b>Améliorer la gestion durable de ressources renouvelables au moyen de stratégies macroéconomiques</b>	<b>3</b>
<b>Le contrepoids à l'oubli « politique » des forêts dégradées et secondaires</b>	<b>4</b>
<b>Pour des politiques foncières favorables à la croissance économique et à la réduction de la pauvreté</b>	<b>4</b>
<i>Mise en œuvre</i>	
<b>Les plantations forestières industrielles</b>	<b>5</b>
<b>Contrôle biologique dans les systèmes IPM en Afrique</b>	<b>6</b>
<b>DFID – Guide environnemental</b>	<b>6</b>
<i>Recherche</i>	
<b>Les Pamirs tadjiks</b>	<b>7</b>
<b>Agriculture écologique</b>	<b>8</b>
Evénements	
<b>Au-delà du carbone</b>	<b>8</b>

## ARTICLE DE FOND

las Laderas de América Central), par exemple, a renforcé la capacité de la population à s'adapter aux changements climatiques.

Malheureusement, les limites du concept de la résilience sont souvent méconnues. S'agissant de trouver une solution fondamentale aux difficultés actuelles liées au changement global, cette approche ne suffit pas. En parallèle, il faut impérativement continuer les recherches sur les causes des problèmes et sur les manières de les réduire.

### SOURCES

*Increasing the Resilience of Tropical Hillside Communities through Forest Landscape Restoration, Livelihoods and Climate Change, Information Paper No.2, IUCN, iisd, SEI, Intercooperation, 2003, 5 p. (Disponible chez InfoResources)*

*Resilience, Update of the International Human Dimension Programme on Global Environmental Change IHDP 02/2003, 19 p. [www.ihdp.uni-bonn.de/html/publications/publications.html](http://www.ihdp.uni-bonn.de/html/publications/publications.html)*

*Ouvrages de référence : Resilience and Sustainable Development, International Council for Science ICSU, 2002, Brochure 8 p. [www.resalliance.org/download/resilience\\_brochure.pdf](http://www.resalliance.org/download/resilience_brochure.pdf) Rapport complet, 2002, 39 p. [www.icsu.org/Library/WSSD-Rep/Vol3.pdf](http://www.icsu.org/Library/WSSD-Rep/Vol3.pdf)*

*Navigating Social – Ecological Systems : Building Resilience for Complexity and Change. F. Berkes, J. Colding. C. Folke, Cambridge University Press, 2003. 393 p.*

## Convention africaine sur les ressources naturelles, l'environnement et le développement

Le 11 juillet 2003, les Etats membres de l'Union africaine ont adopté la version révisée de la Convention africaine pour la conservation de la nature et des ressources naturelles. Cet accord vise la protection et l'utilisation des ressources naturelles selon les critères du développement durable, ainsi que l'harmonisation des politiques correspondantes. Il couvre un large spectre de domaines thématiques : protection et gestion durable du sol, des eaux et de la végétation, diversité génétique, protection des espèces, création de zones protégées, incitations économiques, intégration de la dimension environnementale dans les projets (de développement), accès à l'information et aux voies de droit, propriété intellectuelle et savoirs indigènes, coopération multilatérale, recherche et formation, etc. Les Etats signataires s'engagent à mettre en œuvre des mesures concrètes et à élaborer des instruments de planification à moyen terme (stratégies, plans directeurs d'aménagement et d'utilisation du territoire, inventaires, etc.).

Selon Achim Steiner, directeur de l'Union mondiale pour la nature (UICN), l'adoption de la convention est l'expression d'une prise de conscience et d'un engagement croissants des politiciens africains à l'égard des enjeux de la protection de l'environnement et du développement durable. La mise en œuvre montrera s'il a raison ou pas. Mais le succès dépendra aussi du soutien des pays développés.

### SOURCES

*Africa Adopts First Comprehensive Regional Treaty on Natural Resources, Environment and Development. News Release by IUCN. 18 July 2003.*

[www.iucn.org/info\\_and\\_news/press/prafcon.pdf](http://www.iucn.org/info_and_news/press/prafcon.pdf)

Pour le texte de la convention : [www.iucn.org/themes/law/bulletin du 18 juillet](http://www.iucn.org/themes/law/bulletin%20du%2018%20juillet)

## Améliorer la gestion durable de ressources renouvelables au moyen de stratégies macro-économiques

Les pays qui possèdent des ressources naturelles ont un taux de croissance nettement plus faible que les pays qui n'en possèdent pas ; la thèse se vérifie tout spécialement pour les pays ayant un riche sous-sol (pétrole, minerais) mais aussi, quoique dans une moindre mesure, pour ceux qui disposent de grandes surfaces de terres cultivables. Tel est le constat, à première vue paradoxal, de cette analyse.

L'auteur fournit l'explication suivante : la pauvreté en ressources est une puissante incitation à se diversifier et à s'industrialiser alors que l'abondance de ressources a plutôt pour effet la mise en place de mécanismes « prédateurs », le plus souvent au détriment d'activités de production diversifiées. La conjugaison équilibrée d'une politique économique encourageant la diversification, d'une gestion raisonnable des ressources disponibles et d'une bonne gouvernance au niveau national est un moyen indispensable pour les pays riches en ressources d'accéder au développement durable.

Malheureusement, l'étude ne considère pas la question de savoir dans quelle mesure un échec politique global porte préjudice à la situation des économies basées sur les ressources. Ainsi, l'auteur n'établit aucun lien entre les faibles taux de croissance de nombreux pays en développement, les bas prix de leurs produits agricoles de base sur le marché mondial et la concurrence de l'agriculture industrialisée et subventionnée du nord.

### SOURCE

*Natural resources, development models and sustainable development. Improving sustainable management of renewable resources through macroeconomic policy.*

R. M. Auty / *Environmental Economics Programme (EEP), IIED, 2003.* [www.iied.org/docs/eep/dp03\\_01.pdf](http://www.iied.org/docs/eep/dp03_01.pdf)

## Le contreponds à l'oubli « politique » des forêts dégradées et secondaires

Les forêts dégradées et secondaires (ces dernières ayant subi le défrichement d'au moins 90% du couvert originel) représentent 60% de la surface totale statistiquement classée comme forêt sous les Tropiques. D'après la Banque Mondiale, 300 millions de personnes vivent de leurs ressources. Pourtant, le cadre juridique de nombreux pays tropicaux ne fait pas de distinction entre forêts primaires et forêts modifiées, en particulier secondaires. L'Organisation Internationale des Bois Tropicaux (OIBT), en collaboration avec de nombreuses institutions (CIFOR, FAO, IUCN, Intercooperation et WWF International), a voulu provoquer une meilleure prise de conscience du potentiel de ces forêts généralement non aménagées, en ciblant les concepteurs et responsables des politiques publiques, les agences et intervenants importants de développement. Dans ce sens, elle a publié des lignes directrices pour la restauration, l'aménagement et la réhabilitation des forêts tropicales dégradées et secondaires et elle organise des ateliers régionaux. Les directives, puis les ateliers, se chargent de présenter les aspects politiques, socioéconomiques, juridiques, institutionnels, écologiques et sylvicoles essentiels à considérer dans les stratégies d'aménagement de paysages futurs. Avec une forme très structurée (8 objectifs, 49 principes et 160 actions recommandées), ces directives proposent une approche souple qui tient largement compte de la participation nécessaire de tous les acteurs et qui présente les potentiels de réalisation en milieu rural de manière très réaliste.

### SOURCE

*Directives OIBT pour la restauration, l'aménagement et la réhabilitation des forêts tropicales dégradées et secondaires.* Yokohama, OIBT, 2002. 90 p.  
[www.itto.or.jp/policy/guidelines/index.html](http://www.itto.or.jp/policy/guidelines/index.html)

## Pour des politiques foncières favorables à la croissance économique et à la réduction de la pauvreté

Selon le dernier rapport de la Banque mondiale, le renforcement des droits fonciers des groupes de population pauvres et marginalisés ainsi que des procédures plus simples de titularisation des terres sont des éléments centraux pour réduire la pauvreté. Des rapports de propriété en règle et des prescriptions claires en matière d'exploitation du sol encouragent les investissements et peuvent donc contribuer à la croissance économique. La propriété du sol recèle un grand potentiel de conflit, d'où l'importance de politiques raisonnables et de réglementations opérationnelles pour assurer la stabilité de régions et d'Etats.

Toutes ces idées ne sont pas nouvelles. Mais la clarté et l'objectivité des contenus du nouveau rapport de la Banque mondiale comparé au précédent sur la question des terres (1975) dénotent un développement réjouissant. La conception même du rapport y est sans doute pour beaucoup : elle s'appuie sur un débat « on-line » et surtout sur les résultats de quatre ateliers régionaux menés en Hongrie, en Ouganda, au Mexique et au Cambodge, avec la participation de représentants de la société civile, des milieux politiques et du monde scientifique. Les nombreuses connaissances théoriques et expériences concrètes sont présentées dans le rapport sous la forme de « les-

sons learnt ». Il reste à espérer que ces enseignements trouveront leur place dans les législations étatiques et les programmes nationaux de lutte contre la pauvreté.

### SOURCE

*Land Policies for Growth and Poverty Reduction.* World Bank, 2003.  
Accès au rapport complet en anglais et aux sommaires en espagnol et en français :  
[http://econ.worldbank.org/prr/land\\_policy/text-27809/](http://econ.worldbank.org/prr/land_policy/text-27809/)

## Les plantations forestières industrielles

### Une nécessité économique et des impacts discutables

L'ouvrage « Fast-Wood Forestry » apporte une lumière plus équilibrée que nombre d'articles polémiques au sujet des plantations d'essences forestières à croissance rapide (généralement l'eucalyptus, le pin ou l'acacia). Les expériences présentées proviennent de pays qui se sont spécialisés dans la production de bois pour l'obtention de pâte à papier ou de panneaux à base de fibres de bois, notamment le Brésil, le Chili, le Portugal et l'Indonésie. Comme la demande en fibres et papier ne cesse de croître (surtout dans les pays du nord et en milieu urbain), ces plantations ne vont pas disparaître demain. C'est pourquoi les projets futurs requièrent une mise en évidence préalable de leurs impacts sociaux et environnementaux. Ainsi, ces plantations peuvent diminuer le régime hydrique et leurs exploitations représenter une exportation de nutriments hors du site (toutefois moindre qu'en cas de cultures agricoles) ; les installer en zone humide et laisser les résidus d'exploitation sur place limitent cette dégradation. Certains mythes doivent être combattus pour davantage de transparence : les plantations n'empêchent pas les crues extraordinaires et n'allègent que rarement les pressions exercées sur les forêts primaires ; elles ne participent que de façon minimale à la séquestration de carbone. Les plantations ne créent pas de facto des places de

travail ; mais l'intégration des acteurs locaux au processus de décision présente des avantages pour tous les intervenants. En définitive, pour répondre à la forte demande, il vaut mieux encourager la concertation, ainsi qu'une bonne planification de telles plantations, plutôt que d'adopter des positions extrémistes.

#### SOURCE

*Fast-Wood Forestry : Myths and Realities / Christian Cossalter and Charlie Pye-Smith. Bogor, CIFOR, 2003. VI, 50 p.*  
[www.panda.org/downloads/forests/fastwood.pdf](http://www.panda.org/downloads/forests/fastwood.pdf)

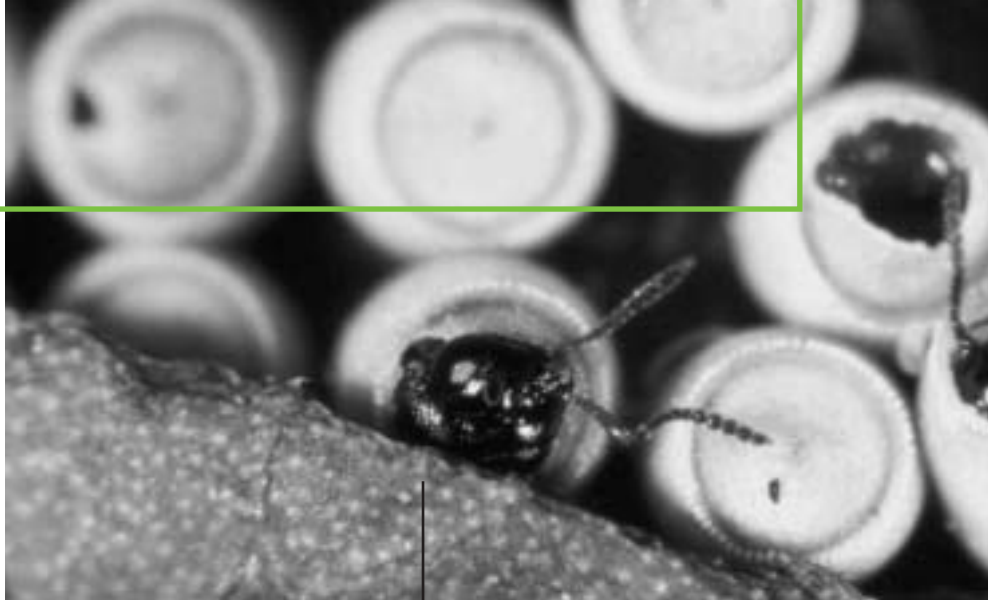


PROPIEDAD  
 PRIVADA  
 Prohibido  
 el Ingreso

*Défense d'entrer ! Avertissement d'une compagnie sucrière à Santa Cruz, Bolivie. (Photo : Projet d'assistance pour ouvriers agricoles de l'Œuvre Suisse d'entraide ouvrière (OSEO), Simon Stöckli)*



## Contrôle biologique dans les systèmes IPM en Afrique



La lutte biologique contre les parasites est un élément important de la protection intégrée des plantes (IPM), qui engage utilement en les combinant entre elles toutes les mesures économiques, techniques et écologiques possibles tout en cherchant à minimiser les effets secondaires indésirables de ces mesures.

Dans un ouvrage qui vient de paraître « Biological Control in IPM Systems in Africa », plusieurs spécialistes ayant une longue expérience dans le domaine réunissent une somme d'informations sur la recherche et les stratégies en matière de lutte biologique contre les parasites en Afrique. Ils se sont concentrés en particulier sur les insectes nuisibles qui s'attaquent à des cultures comme le manioc et le niébé, les pommes de terre et les arbres. Les mesures biologiques de lutte contre les parasites sont à chaque fois brièvement comparées avec d'autres mesures possibles de l'IPM. Dans le dernier chapitre, les auteurs expliquent la portée économique et écologique de telles mesures de protection des plantes.

Le livre rend accessible à un large cercle de lecteurs un vaste réservoir d'informations sur les essais réussis, les mesures possibles, mais aussi les échecs de la lutte biologique contre les parasites. Les ouvrages de référence pro-

*Un parasite éclos d'un œuf de punaise, un parasite sur un plant de niébé (la « légumineuse des pauvres »).*  
(Photo : Hans Dreyer)

posés par les auteurs sont peu nombreux et les déclarations fournies ainsi plus difficiles à suivre.

### SOURCE

*Biological control in IPM systems in Africa*, P. Neuenschwander, Ch. Borgemeister, J. Langewald, CABI Publishing, Wallingford, 2003.

## DFID – Guide environnemental

Un examen environnemental de toutes les activités de développement est indispensable pour un développement durable. Par conséquent, le Département du Développement international (Department for International Development, DFID, Royaume-Uni) exige un examen environnemental de toutes ses interventions d'un volume financier de £ 1 million au minimum, et le recommande aussi pour toutes ses interventions d'un montant inférieur.

Les buts principaux de l'examen environnemental sont l'identification et l'exploitation de perspectives dans ce domaine, l'identification et la gestion de risques, ainsi que l'assurance d'agir conformément aux politiques environnementales nationales et internationales.

Ce document constitue un guide point par point à l'attention des personnes impliquées dans la mise en œuvre de projets de développement. Il se concentre sur la procédure d'examen environnemental pour la phase de planification des interventions. Des informations générales sur les activités liées à l'examen et un éventail des processus d'évaluation sont suivis d'indications sur la manière de créer des notes d'examen. En complément, des listes de contrôle permettant d'identifier les perspectives environnementales, les risques et abordant les aspects suivants, sont incluses : plans de développe-

ment nationaux, croissance économique, développement humain, gouvernance, moyens de subsistance, conflits et aide humanitaire.

Bien que le document soit plutôt destiné à du personnel DFID, ce guide est une source d'information et d'outils utiles pour toutes les personnes actives dans le développement.

### SOURCE

*DFID – Environment Guide : A Guide to Environmental Screening*, 2003, 66 p.  
[www.dfid.gov.uk/Pubs/files/environment\\_guide\\_2003.pdf](http://www.dfid.gov.uk/Pubs/files/environment_guide_2003.pdf)

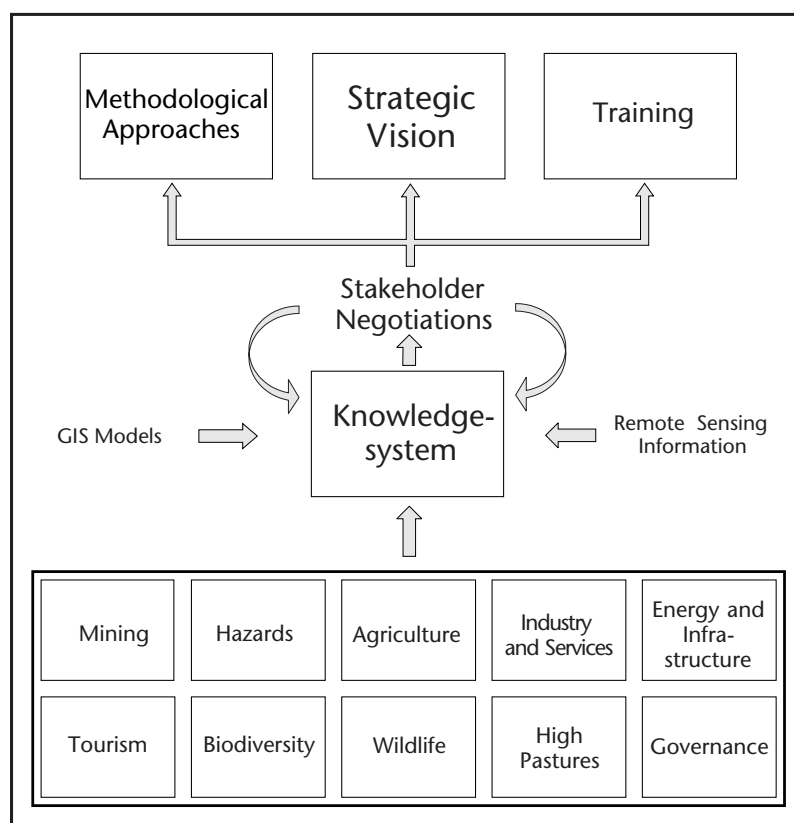
## Les Pamirs tadjiks

### Les défis d'un développement durable dans une région montagneuse isolée

Les montagnes du Pamir au Tadjikistan, isolées mais stratégiquement importantes, ont connu des changements considérables durant ces dix dernières années. La transformation politique et économique, après l'éclatement de l'Union soviétique, a été accompagnée d'un accroissement de la pauvreté, menant à la dépendance de l'aide humanitaire externe, à des disparités sociales et au déclin des services publics. Néanmoins, les ressources naturelles de la région (par exemple pour la production d'énergie hydroélectrique), ajoutées à sa beauté ainsi qu'à son héritage ethnique et culturel riche, présentent un potentiel de développement.

Le projet pilote a été initié par la DDC (Direction du Développement et de la Coopération) en collaboration avec d'autres agences régionales et autorités locales. Le but n'est pas seulement de préparer une vision de développement stratégique pour améliorer les conditions de vie au Pamir tadjik, mais également de contribuer aux discussions d'approches pratiques et participatives qui peuvent mener au développement durable des montagnes ailleurs.

Un système de connaissance de l'état actuel, des procédures et des courants des systèmes sociaux et écologiques a été développé. Des données relatives



à des évaluations sur divers sujets et des informations concernant des études participatives au niveau villageois ont été incorporés au système d'information géographique (geographic information system, GIS). Sur cette base, une vision stratégique pour la région a été finalement négociée avec tous les groupes concernés, lors d'un atelier impliquant des acteurs situés aux différents niveaux. Le système de connaissance a été transmis aux autorités locales après une formation préliminaire.

#### SOURCE

*The Tajik Pamirs : Challenges of Sustainable Development in an Isolated Mountain Region*, Th. Breu and H. Hurni, Centre for Development and Environment (CDE), University of Berne, 2003, 80 p. [www.cde.unibe.ch/pubmedia/60.asp](http://www.cde.unibe.ch/pubmedia/60.asp)

Éléments du projet stratégique Pamir (Breu et Hurni, 2003 : 7).

## Agriculture écologique

### Des chercheurs du monde entier s'organisent

Une centaine de chercheurs du monde entier se sont réunis le 20 juin 2003 à Berlin pour fonder la Société Internationale de la Recherche en Agriculture Biologique (ISO FAR). Le but de la société est de mieux intégrer les problématiques écologiques dans la recherche agricole. Un rôle important devrait revenir à la recherche interdisciplinaire.

Les initiateurs de cette entreprise sont l'Institut suisse de recherche de l'agriculture biologique (FiBL) et le « Bonner Institut für organischen Landbau (IOL) ». Peuvent devenir membres de la société tous les chercheurs intéressés à l'agriculture et les organisations actives dans l'agriculture biologique. L'enregistrement est sujet à cotisation. Les membres auront librement accès aux services suivants (planifiés) : un bulletin d'information par courriel, le site Internet de la société, une banque de données avec des offres d'emplois (emplois fixes ou « sabbaticals »), la liste des membres et des forums de discussion spécialisés.

#### SOURCES

Communiqué de presse du FiBL et de l'IOL :

[www.fibl.ch/aktuell/pm/2003-06-20-isofar/pressemeldung.php](http://www.fibl.ch/aktuell/pm/2003-06-20-isofar/pressemeldung.php)

Site web de l'ISO FAR :

[www.isofar.org/index.html](http://www.isofar.org/index.html)

## Edition

*InfoResources News* paraît bimestriellement en anglais, français et espagnol, en version électronique et imprimée. Ce bulletin d'information est gratuit et peut-être commandé à l'adresse ci-dessous.

*InfoResources* est un service d'information en matière de ressources naturelles dans le cadre de la coopération internationale, et s'appuie sur trois centres : Inforest / Intercooperation, Infoservice CDE et InfoAgrar. Ce service est financé par la Direction du Développement et de la Coopération (DDC).

#### Equipe de rédaction :

Ruth Wenger, Susanne Wymann von Dach, Felix Hintermann

#### Contact :

InfoResources  
Länggasse 85  
3052 Zollikofen  
Tel.: +41 31 910 21 91  
Fax: +41 31 910 21 54  
[info@inforesources.ch](mailto:info@inforesources.ch)  
[www.inforesources.ch](http://www.inforesources.ch)

## Au-delà du carbone

### L'émergence des marchés de services environnementaux

Sous l'intitulé « Getting to grips with nature » « Beyond carbon – emerging markets for ecosystem services », Forest Trends associée au Katoomba Group et à Swiss Re vont réunir le monde des affaires, des ONG, des régulateurs et l'opinion publique autour de la question du bénéfice des marchés de services fournis par les écosystèmes forestiers. A partir de trois perspectives du marché (son cadre régulateur, sa capacité opérationnelle, et l'évaluation des risques), l'objectif principal de la conférence est d'élargir l'échange et la compréhension sur ce thème pour stimuler l'élaboration de stratégies de conservation et de développement à long terme.

Selon nous, c'est un nouvel espace d'opportunités et de défis pour les différents acteurs impliqués, et il sera important d'en évaluer les résultats.

#### INFORMATION

[www.katoombagroup.org/  
New%20Folder/Other/  
katoomba6.htm](http://www.katoombagroup.org/New%20Folder/Other/katoomba6.htm)